

De : **Michel Parigot** <parigot@pps.jussieu.fr>
Date : 13 avril 2010 21:54
Objet : au sujet du PPP
À : Vincent Berger <vincent.berger@univ-paris-diderot.fr>

Monsieur le président,

La gestion des opérations immobilières lancées par l'université pour la construction des bâtiments M5B2, M6A1, M3I2 et M3A2 est pour le moins opaque. Le fait que des opérations aussi complexes (problème de stabilité et d'acoustique liés aux voies ferrées, entre autres) et d'un tel volume financier soient entre les mains d'une seule personne, apparaît à tout observateur extérieur un peu averti comme une anomalie, tant au plan des compétences requises qu'à celui du nécessaire contrôle.

L'université a fait le choix de recourir à un Partenariat Public Privé (PPP), ce qui signifie que les bâtiments sont construits par un opérateur privé qui les louera à l'université pendant une période de 30 ans à l'issue de laquelle celle-ci deviendra propriétaire. Au terme d'un « dialogue compétitif », vous avez signé un contrat PPP le 24 juillet 2009 avec le groupement Unicité piloté par la SOGAM (Société générale d'aménagement et de montages immobiliers) du groupe Vinci.

J'ai eu l'occasion ces dernières semaines de prendre connaissance de faits troublants qui nécessitent que soient données des explications à la communauté universitaire. Je prendrai un seul exemple.

L'offre définitive prévoyait des bâtiments flexibles, c'est à dire des bâtiments dont l'usage peut varier au cours du temps en fonction des besoins, des surfaces de bureaux pouvant par exemple être transformées en salle de réunion. Cette flexibilité est une nécessité impérieuse pour des locaux destinés à usage universitaire sur plusieurs décennies et suppose que la structure supporte la charge d'exploitation de 400 kg/m² prévue par les normes en vigueur (dans les bâtiments du Gril Jussieu, elle est à ma connaissance de 500 kg/m²). Dans le cas des bâtiments M5B2, M6A1 et M3I2, cela impliquait des travaux au niveau RFF, qui avaient d'ailleurs été budgétés.

Or il est apparu depuis que Vinci a supprimé cette flexibilité et prévu de passer une grande partie des locaux à une charge d'exploitation de 250kg/m², ce qui limite essentiellement ces locaux à un usage de bureaux. Il apparaît même que sur un même plateau, on trouve des morceaux avec des charges différentes, ce qui en fixe complètement l'usage et constitue une source de risque potentiel.

L'architecte d'un des bâtiments a attiré l'attention de l'université, en la personne de son « chef de projet », François Montarras, sur ce changement et sur ses conséquences en terme de sécurité et de limitation d'usage. Il a eu la surprise de constater que ledit chef de

projet, au lieu de défendre l'intérêt de l'université, validait les modifications de Vinci. Accessoirement, Vinci a rompu le contrat de l'architecte, qui lui défendait l'intérêt objectif de l'université.

Ces faits troublants posent une question à laquelle il serait souhaitable que vous apportiez une réponse claire et précise permettant à la communauté universitaire de comprendre ce qui se passe.

Pourquoi votre chef de projet a-t-il pris le parti de défendre Vinci, qui économisera dans cette affaire plusieurs millions d'euros, aux dépens des intérêts de l'université, qui aura au bout du compte des bâtiments non conformes aux besoins universitaires et qui poseront probablement des problèmes de sécurité?

Sur un tel dossier, la transparence s'impose: il est indispensable que l'ensemble des documents soit rendu public et examiné par une commission indépendante, afin que la communauté universitaire, qui est au premier chef concernée, puisse être informée objectivement.

Cordialement

Michel Parigot